

## CADRES DE CERTIFICATIONS EN EUROPE

Progrès réalisés en 2016

Ces dix dernières années, des cadres nationaux de certifications (CNC) ont été élaborés et mis en œuvre en Europe sous l'impulsion de la recommandation de 2008 établissant le cadre européen des certifications (CEC) <sup>(1)</sup>. À l'heure où ces CNC deviennent opérationnels, se pose la question de leur impact et de leur valeur ajoutée. Comment ces cadres, qui opèrent au niveau sectoriel, national et régional, contribuent-ils aux politiques et pratiques d'éducation et de formation (et d'emploi)? Offrent-ils une utilité pour les apprenants? Laquelle? Les travaux continus du Cedefop sur ce sujet <sup>(2)</sup> font apparaître plusieurs domaines dans lesquels les CNC commencent à avoir une influence certaine.

À terme, l'impact de ces jeunes cadres dépendra de leur capacité à changer la vie des utilisateurs, qu'il s'agisse des apprenants, des employeurs, des prestataires d'éducation et de formation ou autres. L'évolution en 2016 <sup>(3)</sup> atteste l'attention croissante que leur portent les décideurs politiques.

### Cadres nationaux de certifications: état des lieux

Dans les 39 pays actuellement parties prenantes au CEC <sup>(4)</sup>, 43 CNC ont été mis en place. Nombre de ces cadres font désormais partie intégrante des systèmes nationaux d'éducation, de formation et de certification, et leur influence sur les politiques et pratiques devient peu à peu palpable. Si tous les CNC visent à accroître la transparence des certifications, notamment en utilisant les acquis de l'apprentissage, certains vont

<sup>(1)</sup> Le Cedefop dresse depuis 2009 un bilan annuel des progrès réalisés dans la mise en œuvre des CNC en Europe.

<sup>(2)</sup> Voir références bibliographiques à la fin de la présente note d'information.

<sup>(3)</sup> Le Cedefop dresse depuis 2009 un bilan annuel des progrès réalisés dans la mise en œuvre des CNC en Europe. <http://www.cedefop.europa.eu/en/events-and-projects/projects/national-qualifications-framework-nqf>

<sup>(4)</sup> Outre les 28 États membres de l'UE, sont parties prenantes au CEC les pays suivants: Albanie, ancienne République yougoslave de Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Islande, Kosovo, Lichtenstein, Monténégro, Norvège, Serbie, Suisse et Turquie.

#### GRAPHIQUE:

VISIBILITE DES CNC POUR LES CITOYENS – MENTION DU NIVEAU CORRESPONDANT DU CNC SUR LES DIPLOMES/CERTIFICATIONS



(\*) Sur une base volontaire jusqu'en 2017. (\*\*) Optionnel.

Source: Basé sur le bilan et l'analyse des CNC, 2016 (à paraître).

plus loin: ils soutiennent directement les réformes, par exemple en documentant les expériences individuelles d'apprentissage tout au long de la vie et en renforçant les liens entre sphère éducative et marché du travail.

La situation observée fin 2016 est la suivante.

- Six pays sont encore au stade de la conception et de l'adoption formelle de leur CNC. Parmi les pays devenus parties prenantes du CEC en 2008, l'Espagne, la Finlande et l'Italie n'ont pas encore achevé son développement et/ou son adoption. La Finlande devrait adopter son cadre début 2017.
- L'Italie a établi un répertoire national des certifications, comportant un cadre régional des certifications<sup>(5)</sup>. L'Espagne finalise son cadre pour l'éducation et la formation tout au long de la vie. Les pays devenues parties prenantes du CEC au cours des deux dernières années (comme l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie) s'emploient encore aux tâches de conception et (pour partie) d'adoption formelle ou de révision de leur CNC.
- 32 pays ont formellement adopté leur cadre. Les adoptions politiques et juridiques les plus récentes sont intervenues en Autriche (mars 2016), Pologne (janvier 2016), Slovaquie (décembre 2015) et Suède (octobre 2015).
- L'adoption formelle a permis aux pays de passer à la phase opérationnelle, celle de la mise en pratique des cadres. Un certain nombre de pays, comme l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Autriche, Chypre, la Croatie, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, le Kosovo, le Luxembourg, le Monténégro, la Pologne, la Suède et la Turquie, sont encore en phase opérationnelle initiale. Ces pays doivent renforcer la capacité des institutions concernées, finaliser des outils spécifiques tels que les bases de données et les dispositifs d'assurance qualité ou adopter des règlements et/ou achever l'affectation de leurs certifications au sein du cadre. En Belgique (Wallonie) et Bulgarie, le cadre est formellement adopté mais la mise en œuvre vient juste de débuter. De nombreux pays, tels l'Allemagne, la Belgique (Flandre), le Danemark, l'Estonie, la France, l'Irlande, Malte, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Slovaquie et la Suisse, sont dans une phase plus pleinement opérationnelle. Leurs cadres jouissent

<sup>(5)</sup> Le décret 13/2013 établit un répertoire national des certifications générales et professionnelles qui comporte six sections, dont un cadre national des certifications de l'enseignement supérieur et un cadre national des certifications régionales. Pour l'instant, seules trois sections sont disponibles. Pour plus d'informations, voir [http://nrpitalia.isfol.it/sito\\_standard/sito\\_demo/atlante\\_repertori.php](http://nrpitalia.isfol.it/sito_standard/sito_demo/atlante_repertori.php)

désormais d'une bonne visibilité et sont bien intégrés dans le système national de certifications, offrant une carte complète des certifications nationales fondée sur les acquis de l'apprentissage et servant de référence pour développer et réviser les certifications.

- 35 pays<sup>(6)</sup> ont opté pour des CNC complets, couvrant tous les types et niveaux de certification (situation inchangée par rapport à 2015);
- 28 pays ont présenté des rapports de référencement faisant apparaître les correspondances de leur CNC avec le CEC (26 en 2015);
- 26 pays ont relié leur CNC au cadre des certifications pour l'espace européen de l'enseignement supérieur (CC-EEES)<sup>(7)</sup>, 17 ont couplé ce processus avec le référencement par rapport au CEC (24 et 15, respectivement, en 2015).

Ces chiffres montrent une prédominance dans l'ensemble de l'Europe des CNC complets, couvrant tous les types et niveaux de certification. Cela confirme le rôle joué par le CEC pour l'éducation et la formation tout au long de la vie dans les orientations et l'impulsion données au niveau national. Cette priorité en faveur des cadres complets se reflète aussi dans la propension des pouvoirs publics nationaux à coupler le référencement par rapport au CEC avec l'autovalidation de la compatibilité de leur CNC par rapport au cadre pour l'EEES (processus de Bologne).

## Visibilité des CNC

Pour être réellement utiles aux citoyens, ces cadres doivent être visibles. D'ores et déjà, de nombreux pays mentionnent systématiquement les niveaux du CNC et du CEC sur les certifications qu'ils délivrent (certificats et diplômes, mais aussi suppléments au certificat et au diplôme). Il importe aussi que les bases de données nationales (et européennes) des certifications fournissent cette précision et, idéalement, que l'information sur les certifications soit structurée en cohérence avec le CNC.

<sup>(6)</sup> Quatre pays ont établi des CNC partiels couvrant une gamme restreinte de types et niveaux de certification ou consistant en cadres distincts opérant séparément. C'est le cas de la République tchèque et de la Suisse, qui ont établi des cadres distincts pour les certifications professionnelles et les certifications de l'enseignement supérieur; de la France, où les certifications à orientation professionnelle ont été intégrées au cadre, et de l'Italie, où le répertoire national des certifications comprend six sections. Au Royaume-Uni, l'Écosse et le pays de Galles ont des cadres complets; en Angleterre/Irlande du Nord, le cadre des certifications et des crédits (QCF) ne s'applique qu'aux certifications professionnelles.

<sup>(7)</sup> <http://www.ond.vlaanderen.be/hogeronderwijs/bologna/qf/overarching.asp> [en anglais uniquement].

Les pays progressent dans ce domaine. En 2012, le Danemark et la Lituanie ont été les premiers à mentionner les niveaux du CEC/CNC sur leurs certifications de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP). En novembre 2016, 20 pays avaient adopté cette pratique pour leurs certifications ou bases de données: Allemagne, Danemark, Estonie, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie et Suisse (voir graphique). Plusieurs autres, comme l'Autriche, la Belgique (Flandre et Wallonie), la Bulgarie, la Hongrie et la Pologne, ont exprimé leur intention de l'adopter en 2017. Pour l'heure, aucun pays ne mentionne les niveaux du CNC/CEC sur la totalité de ses certifications. Les progrès concernent essentiellement les certifications de l'EFP (initial et/ou continu) et, dans une moindre mesure, celles de l'enseignement général. Dans l'enseignement supérieur, la mention des niveaux du CNC/CEC sur les diplômes demeure peu courante, exception faite du supplément au diplôme. Cela tient au fait que cette mention relève habituellement de la décision de l'établissement certificateur (autonome). Le graphique de la page 1 présente un tableau de la manière dont les 20 pays précités mentionnent le niveau correspondant du CNC sur les certifications qu'ils délivrent.

### Acquis de l'apprentissage

La recherche récente sur la transition vers les acquis de l'apprentissage<sup>(8)</sup> montre que les CNC ont fortement contribué à une utilisation plus globale des acquis de l'apprentissage dans les divers secteurs de l'éducation et de la formation. Dans plusieurs pays, comme l'Autriche, l'Islande et la Pologne, l'approche fondée sur les acquis de l'apprentissage est désormais un socle des politiques nationales d'éducation et de formation tout au long de la vie, ce qui témoigne d'une volonté affirmée d'établir des liens plus efficaces et plus souples entre formation initiale et continue. D'autres pays, comme la Suède, utilisent cette approche pour établir un dialogue avec les acteurs du marché du travail, créant ainsi une passerelle vers la multiplicité des activités d'apprentissage intervenant hors de la sphère d'éducation et de formation formelles.

<sup>(8)</sup> Cedefop (2016). *Application of learning outcomes approaches across Europe* [Mise en application de l'approche fondée sur les acquis de l'apprentissage en Europe].

### Validation de l'apprentissage non formel et informel

La mise à jour 2016 de l'inventaire européen de la validation<sup>(9)</sup> confirme que les pays accordent désormais une priorité de premier plan aux liens entre cadres de certifications et dispositifs de validation. Les CNC, de par leur centrage sur les acquis de l'apprentissage, servent de référence pour identifier, documenter, évaluer et reconnaître les savoirs et compétences acquis dans des contextes non formels et informels. La mise en place de CNC permet aux pays de passer d'une utilisation parcellaire de la validation à une approche nationale plus coordonnée. L'inventaire européen fait apparaître que 20 pays mettent en place des dispositifs nationaux de ce type. Pour autant, la conférence du Cedefop *How to make learning visible* [Comment assurer la visibilité de l'apprentissage] a montré que la mobilisation des partenaires sociaux dans la mise en œuvre des dispositifs de validation demeure limitée.

### Mobilisation des divers acteurs

La nouvelle génération de CNC en Europe a contribué à rapprocher les acteurs des différents sous-systèmes éducatifs, ainsi que ceux de l'éducation et de l'emploi, qui n'étaient pas habitués à coopérer. À ce jour, les résultats de cette coopération sont considérés comme positifs et les pays ont exprimé leur volonté de la renforcer. Cet engagement a été confirmé par l'adoption de bases juridiques pour les CNC, qui définissent clairement la participation et le rôle des différents acteurs. Cela garantit la continuité de la participation, de la phase de développement à la phase opérationnelle. Même si de nombreux pays ont privilégié la participation d'un groupe d'acteurs aussi large que possible, le degré de mobilisation des partenaires sociaux et autres acteurs du marché du travail est inégal. Dans un groupe de pays, comprenant l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, les partenaires sociaux et les autres acteurs du marché du travail jouent un rôle important dans l'affectation des certifications au sein du cadre. Dans d'autres pays, parmi lesquels la Bulgarie, la Grèce et la Pologne, les acteurs du marché du travail jouent un rôle moindre et les liens du cadre avec le marché du travail sont plus ténus.

<sup>(9)</sup> Cedefop; European Commission (à paraître). *Update to the European inventory on validation of non-formal and informal learning: synthesis report* [Mise à jour de l'inventaire européen de la validation de l'apprentissage non formel et informel: rapport de synthèse].

## Développement et renouvellement des certifications

La valeur ajoutée des CNC complets tient au fait qu'ils présentent un tableau intégral des certifications délivrées dans un pays. Définir les niveaux en se fondant sur les acquis de l'apprentissage et référencer les certifications par rapport à ces niveaux a permis d'identifier les déficits de l'offre de certifications existante. L'étude du Cedefop de 2014 <sup>(10)</sup> montre que le niveau 5 du CEC (et les niveaux correspondants des CNC) a servi de tremplin au développement de nouvelles certifications; c'est notamment le cas en Estonie, en Lituanie, à Malte et au Royaume-Uni. Comme l'illustrent l'Agence norvégienne pour l'assurance qualité (NOKUT) et une étude du Cedefop <sup>(11)</sup>, les CNC peuvent aussi servir de référence pour réviser et renouveler les certifications et les programmes. L'expérience montre que cela favorise la cohérence des approches entre les divers établissements d'enseignement et de formation.

## Champ d'application des cadres: ouverture au secteur privé et non formel

On observe une tendance croissante des pays à ouvrir leur cadre pour y intégrer les certifications de la formation continue ou complémentaire. Cette ouverture accroît la transparence d'ensemble du paysage des certifications, mais aussi resserre les liens entre formation initiale (dispensée par le secteur public) et continue (essentiellement assurée par des prestataires non formels et privés). Les actions menées par des pays comme les Pays-Bas et la Suède reflètent cette tendance à élargir le champ d'application des CNC.

## Cadre européen des certifications: état des lieux

En décembre 2016, 28 pays avaient relié leurs CNC au CEC: Allemagne, Autriche, Belgique (Flandre et Wallonie), Bulgarie, Croatie, Danemark, Estonie, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Lichtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni (Angleterre, Écosse et pays de Galles), Slovénie, Suède et Suisse. Trois autres pays (Chypre, Roumanie et Slovaquie) examinent actuellement leur rapport de référencement avec le groupe consultatif du CEC.

<sup>(10)</sup> Voir infra références bibliographiques.

<sup>(11)</sup> Cedefop (2012). *Curriculum reform in Europe: the impact of learning outcomes* [Réforme des programmes d'études et de formation en Europe: l'impact des acquis de l'apprentissage]. Cedefop research paper; n° 29.

Les pays restants devraient effectuer ce référencement par rapport au CEC en 2017-18, et la première phase de ce processus est donc pratiquement achevée. Suivra une deuxième phase faite de mises à jour régulières au fil des changements importants intervenant dans les divers pays, ce qui traduit la nature permanente du processus de mise en œuvre du CEC. L'Estonie et Malte, inaugurant cette deuxième phase, ont présenté des mises à jour en 2015; pour Malte, il s'agissait de la quatrième mise à jour depuis 2009.

## Références bibliographiques:

### Études sur les CNC / le CEC réalisées par le Cedefop depuis le début du processus du CEC en 2005

- Cedefop (2005). *European reference levels for education and training: promoting credit transfer and mutual trust* [Niveaux de référence européens pour l'éducation et la formation: promouvoir le transfert de crédits d'apprentissage et la confiance mutuelle].
- Cedefop (2010). *La transition vers les acquis de l'apprentissage – Politiques et pratiques en Europe*.
- Cedefop (2009, 2010, 2011, 2012 et 2014). *Rapports de suivi annuels sur les CNC, analysant les progrès au niveau national et comportant des chapitres par pays*.
- Cedefop (2015). *National qualifications frameworks developments in Europe – Anniversary edition* [Progrès réalisés dans la mise en œuvre des CNC en Europe – Édition d'anniversaire].
- Cedefop (2011, 2012, 2013, 2014, 2016). *Notes d'information sur les CNC*.
- Cedefop (2013). *Analysis and overview of NQF level descriptors in European countries* [Descripteurs de niveau des CNC: analyse et bilan dans les pays européens].
- Cedefop (2014). *Qualifications at level 5: progressing in a career or to higher education* [Certifications de niveau 5: un tremplin pour l'évolution de carrière ou l'accès à l'enseignement supérieur].
- Cedefop (2010). *Changing qualifications: a review of qualifications policies and practices* [Évolution des certifications: examen des politiques et des pratiques en matière de certifications].



CEDEFOP

Centre européen pour le développement de la formation professionnelle

Note d'information – 9117 FR

N° cat. TI-BB-16-007-FR-N

ISBN 978-92-896-2109-0, doi:10.2801/228034

Copyright © Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop), 2016

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Les notes d'information sont publiées en allemand, anglais, espagnol, français, grec, italien, polonais et portugais, ainsi que dans la langue du pays assurant la Présidence de l'Union Européenne. Pour les recevoir régulièrement, abonnez-vous à l'adresse suivante: <https://www.cedefop.europa.eu/en/user/register>

D'autres notes d'information et publications du Cedefop sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications.aspx>

Boîte Postale 22427, 55102 Thessalonique, Grèce

Europe 123, 57001 Thessalonique, Grèce

Tél. +30 2310490111, Fax +30 2310490020

Courriel: [info@cedefop.europa.eu](mailto:info@cedefop.europa.eu)

visit our portal [www.cedefop.europa.eu](http://www.cedefop.europa.eu)